

indispensables à notre armée d'A.F.N. La mise en coupe réglée de la France occupée a montré qu'il n'y a de bornes à ses revendications que la limite de nos possibilités.

Dans la situation critique où elle est placée, la France ne peut se soustraire à la collaboration que lui offre l'Allemagne. Elle y trouve certainement son avantage dans la mesure où cette politique lui permet d'assurer le ravitaillement de sa population, la remise en marche de son économie, la sauvegarde de son Empire. Il faut qu'elle arrive à vivre dans une Europe allemande pour le temps que cette Europe durera. Mais la leçon de ces derniers mois, les constatations faites au cours de ma mission, m'amènent à penser que cette collaboration doit être limitée au strict nécessaire. Notre intérêt cesse là où la menace des bombardements guette les ouvriers de nos usines, où l'application plus rigoureuse du blocus anglais paralyserait la vie de nos ports méditerranéens, où l'aggravation de nos rapports avec l'Amérique nous priverait de nos derniers liens avec le monde extérieur et avec le groupe des puissances neutres. Notre intérêt cesse surtout là où le Reich prétend nous engager dans les entreprises susceptibles, soit de nous affaiblir, soit de nous attirer de nouveaux conflits. J'estime que nous devons éviter avec prudence et avec fermeté toute nouvelle affaire de Syrie qui hypothéquerait lourdement pour l'avenir notre position diplomatique et qui épuiserait les ressources si maigres dont nous disposons en hommes, en matériel et en carburant pour défendre nos possessions d'outre-mer contre tous les appétits et toutes les ambitions.